

OBSERVATOIRE DE LUTTE
CONTRE LA CORRUPTION ET LES
MALVERSATIONS ECONOMIQUES



OBSERVATORY FOR FIGHT
AGAINST CORRUPTION AND
ECONOMIC EMBAZZLEMENTS

INTEGRITE

EQUITE

TRANSPARENCE

**COMMUNIQUE DE PRESSE N° 007/OLUCOME/09/2016 PORTANT SUR L'APPEL URGENT
AUX CHEFS D'ETATS DE L'EAC A CONSIDERER LES VRAIES PREOCCUPATIONS DES
BURUNDAIS DANS LES RESOLUTIONS DE LEUR**

SOMMET DE CE 8 SEPTEMBRE 2016

**L'EAC DEVRAIT IMPOSER SA VOIE POUR QU'IL Y AIT UNE SOLUTION NEGOCIEE ET
URGENTE DANS LA RESOLUTION DE LA CRISE SOCIO-POLITICO-ECONOMIQUE ET
SECURITAIRE BURUNDAISE**

1. L'Observatoire de Lutte contre la corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME) vient d'apprendre qu'un sommet des Chefs d'Etats de la Communauté Est Africaine va se tenir à Dar-Es-Salaam ce 8 septembre 2016. D'après la même source, la crise socio-politico-économique et sécuritaire au Burundi sera un des points figurant sur l'agenda. L'Observatoire en profite pour présenter ces doléances à ces Chefs d'Etats d'une part et de les remercier pour tous les efforts qu'ils ont déjà fourni depuis 1996 et récemment en 2015 en vue d'aider les citoyens burundais à retrouver la stabilité, pilier d'un développement durable.
2. Depuis la présentation de la candidature du Président Pierre Nkurunziza aux présidentielles de 2015, il a surgi une crise socio-politico-économique et sécuritaire déclenchée par la population agacée entre autres par l'impunité, le chômage, la misère sans nom, l'injustice sociale, la violation flagrante de presque toutes les lois de la République, plus particulièrement la violation de l'accord d'ARUSHA et de la Constitution de la République du Burundi en briguant par force le 3^{ème} mandat. Le bilan actuel de certaines organisations internationales fait état de plus de 700 morts, plus de 270 000 burundais réfugiés dans les pays de la sous-région et autres, plus de dix organisations de la société civile suspendues, cinq stations de radios et deux télévisions fermées après les avoir détruites par le feu, plus de 6.000 prisonniers politiques et d'opinion et des biens matériels publics et privés dégradés et détruits par l'incendie ou les armes.
3. A coté de ces effets immédiats, il existe des problèmes qui sont à la genèse de cette crise que traverse le pays : la pauvreté devenue endémique, l'existence des dirigeants qui aiment trop l'argent et le pouvoir, la corruption institutionnalisée, la rareté de la terre, la démographie élevée, ... Les mauvaises relations existant entre le Burundi et le Rwanda donnent également un coup de main à la crise actuelle.
4. En vue de contribuer à « la résolution de cette crise », le Gouvernement en place du Burundi a mis en place une Commission Nationale de Dialogue Interne (CNDI) dont le but était de torpiller le dialogue inter burundais conduit par Son Excellence Kaguta

Yoweri Museveni Président de la République Ougandaise et le Co-Facilitateur Son Excellence William Benjamin Mkaapa. Cette commission vient de transmettre son rapport auprès du Président de la République du Burundi dans lequel, selon son Président Monseigneur Justin Nzoyisaba, la préoccupation des burundais est d'avoir un Président de la République à vie, d'enterrer les accords d'Arusha pour la paix et la réconciliation, d'amender la Constitution burundaise, d'abroger la loi offrant les avantages aux anciens Chefs d'Etat burundais,.... L'OLUCOME trouve que ce rapport met en avant les intérêts d'un petit groupe d'individus au détriment de toute la population qui croupit dans une misère sans nom car les vraies préoccupations de la population ont été purement et simplement ignorées.

5. Etant donné que la crise burundaise ne peut être résolue qu'à travers le dialogue inter burundais inclusif et conduit par Son Excellence Kaguta Yoweri Museveni Président de la République Ougandaise et le Co-Facilitateur Son Excellence William Benjamin Mkaapa, l'OLUCOME demande aux Chefs d'Etats de l'EAC de :
- a) valider l'agenda des pourparlers proposé par la médiation dans la crise burundaise ;
 - b) adopter une résolution intimant l'ordre à tous les protagonistes de participer au prochain round du dialogue inclusif inter burundais sans aucune condition, faute de quoi les sanctions devraient être prises ;
 - c) prendre des mesures qui s'imposent pour que les relations entre le Burundi et le Rwanda se normalisent ;
 - d) exiger à tous les protagonistes d'abandonner la voie de la violence et d'emprunter la voie du dialogue ;
 - e) rejeter le rapport de la Commission Nationale de Dialogue Interne (CNDI) car il viole l'accord d'ARUSHA, la constitution burundaise ainsi que la charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance ;
 - f) exiger la réouverture des media brulées et fermées, la libération des prisonniers politique et d'opinion et garantir la sécurité de tous les citoyens sans aucune distinction;
 - g) exiger que les personnes et les biens circulent librement dans tous les pays de l'EAC.

**VIVE LE BURUNDI SANS LES DIRIGEANTS CORROMPUS CAR LA
CORRUPTION EST UN CANCER POUR L'ETAT ET UNE PERTE POUR LA
NATION.**

Fait à Bujumbura, le 07/09/2016

Pour l'OLUCOME

Gabriel RUFYIRI

Président

